

Versailles, le 06/02/2026

Affaire suivie par :

DRIEAT / UD 78 / CRUM

Tél. : 01 71 28 48 52

Courriels : crum.ud78.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr

Référence : 20251120_DRIEAT_UD78_CRUM

AIOT n° 0006508552

PORT DE PARIS
ZAC Portuaire de Limay-Porcheville
62 route du Hazay
78 520 LIMAY

OBJET : *Suites du contrôle du 20/11/2025*

Monsieur le Directeur,

L'inspection des installations classées a réalisé une inspection inopinée le 20/11/2025 de l'établissement "PORT DE PARIS" implanté Zone Portuaire de Limay-Porcheville - 62 route du Hazay - 78 520 LIMAY.

Le présent courrier rend compte de cette visite et sera publié sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>) en enlevant les informations nominatives.

Le site est actuellement classé pour les rubriques ICPE suivantes :

- 1510-2a à autorisation pour un entrepôt de 143 300 m³ composé de 3 cellules ;
- 1530-1 à autorisation pour un stockage de papiers / cartons de 25 500 m³.

Il est réglementé notamment par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°99-145/DUEL du 11/06/1999 et l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

L'analyse du retour d'expérience de l'incendie du 26 septembre 2019 survenu sur les sites de Lubrizol et de Normandie Logistique a mené à l'évolution des dispositions réglementaires encadrant les installations classées au titre de la rubrique n° 1510. L'établissement "PORT DE PARIS" est donc concerné par cette évolution et doit donc faire l'objet d'un reclassement ICPE.

Les points suivants ont évolué et doivent être pris en compte :

- il est désormais nécessaire, afin de déterminer le classement ICPE d'un entrepôt, de considérer le volume de l'entrepôt dans son ensemble (jusqu'au faitage et de l'ensemble des cellules) ainsi que de toute installation pourvue d'une toiture (type auvent ou barnum ou avancée de quai) et non plus le volume des combustibles entreposés ;
- le classement au titre de la rubrique 1510 aujourd'hui réduit les cas de double classement, notamment vis-à-vis des rubriques 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663.

Ces dispositions sont décrites dans le guide d'application de la rubrique 1510 disponible sur le site de l'INERIS (<https://aida.ineris.fr/guides/entrepots/guide-entrepots-version-4-juin-2024>).

Ainsi, compte tenu de ces évolutions, il est possible que l'installation "PORT DE PARIS" relève désormais d'une unique rubrique (1510) et d'un autre régime de classement (à enregistrement), et non plus de celui de l'autorisation.

De plus, lors de l'inspection, il a été noté que des modifications avaient été apportées depuis la dernière inspection de 19/12/2019 notamment sur le type et conditions de stockage ainsi que l'organisation des cellules sans que celles-ci soient portées à la connaissance du préfet conformément :

- aux article L.181-14 et R. 181-46 II du code de l'Environnement ;
- et à la note du 20/12/2021 relative à l'instruction des modifications des ICPE : https://www.ecologie.gouv.fr/sites/aida/files/note_modifs_20211220.pdf

Ces modifications sont jugées comme notables et sont susceptibles d'avoir un impact sur les modélisations de flux thermiques lors d'un incendie, ainsi que sur les conditions d'intervention de secours et les moyens de défense contre l'incendie.

L'inspection observe également qu'aucun changement d'exploitant ou de dénomination sociale n'a été réalisé au profit d'"HAROPA". L'installation ICPE est toujours connue sous le nom de "PORT DE PARIS".

Par conséquent, au vu des évolutions de classement d'un entrepôt sous la rubrique 1510 de la nomenclature ICPE et des modifications apportées, **je vous demandé de bien vouloir réaliser, sous 3 mois, un dossier portant à la connaissance de Monsieur le Préfet les modifications effectuées comprenant une nouvelle étude de flux thermique via le logiciel Flumilog et de procéder au changement d'exploitant (ou de dénomination sociale) en transmettant notamment un extrait de KBIS. Ce dossier devra donc décrire l'ensemble des modifications et se comparer notamment au respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de 1999 et de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié (arrêtés sus-mentionnés).**

De plus, lors de l'inspection inopinée, il a été constaté que les documents permettant de s'assurer du respect de certaines prescriptions liées à la gestion des stocks et à la sécurité incendie n'étaient pas accessibles ou difficilement accessibles. Il convient de mettre en place un système pour que l'ensemble des documents mentionnés dans la législation et nécessaire au fonctionnement des activités soit accessible dans n'importe quelle situation :

- Etat des stocks complet et synthétique de l'ensemble de l'entrepôt (c'est à dire qui englobe toutes les cellules) (point 1.4 de l'arrêté ministériel) ;
- Informations nécessaires pour définir la situation administrative du site avec notamment la mise à disposition des rapports de visites de l'assureur (point 1.2 de l'arrêté ministériel) ;

- Les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de detection (point 12 de l'arrêté ministériel) ;
- La justification de la disponibilité effective des debits d'eau pour les poteaux incendie et celui de la reserve d'eau (point 13 de l'arrêté ministériel) ;
- La disponibilité de l'étude de flux thermique (annexe VIII de l'arrêté ministériel) ;
- Le plan de défense incendie (point 23 de l'arrêté ministériel) avec l'intégration des produits de decomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie (point 1.2.1 de l'arrêté ministériel)
- L'ensemble des rapports complets de verification permettant d'attester de la verification des installations et le cas échéant, des reparations ou interventions pour lever les anomalies / observations / non-conformité et ce, pour l'ensemble des cellules : extincteurs, RIA, poteaux incendie (privés ou non), detection incendie, extinction automatique incendie, désenfumage, portes coupe-feu, SSI, électriques, ...

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

signé